

# Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 13 JANVIER 2020 - 50<sup>e</sup> ANNÉE - N° 1181 - 3,50 €

## Compromis

Dans un conflit, on négocie avec ses adversaires afin de trouver un accord destiné à ménager les intérêts des deux parties. À la suite de la lettre du Premier ministre sur les modalités de la réforme des retraites, le compromis obtenu le 11 janvier ne s'inscrit pas dans ce cas de figure.

Les concertations entre l'Élysée, Matignon, et les dirigeants du Medef, de la CFDT et de l'Unsa ont abouti à un accord entre les partisans du système par points. Les représentants des syndicats opposés au principe même de la réforme ont été reçus poliment à Matignon mais n'ont jamais été considérés comme des interlocuteurs sérieux, alors que ce sont bien les syndicats CGT, FO, la FSU et Sud qui font grève et qui mobilisent massivement dans les rues.

Nous sommes toujours dans la guerre de classe déclenchée par l'élite du pouvoir, des affaires et des médias, avec la complicité de directions syndicales acquises au néo-libéralisme. Une fois de plus, les dirigeants de la CFDT et de l'Unsa seront floués. Parce que l'équilibre financier est le point décisif de la réforme. Parce que le gouvernement annonce qu'il prendra des ordonnances si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord sur le financement des retraites. Parce que le Premier ministre a précisé dans sa lettre qu'il y aurait un âge d'équilibre - autrement dit un âge-pivot - dans le futur système. Contre cette réforme de régression sociale et démocratique, la lutte continue. ■



DR.

## Défense : trop peu, trop tard ?

**La France ne se donne pas les moyens militaires de tenir son rang de puissance mondiale. Preuve en est la trop modeste loi de programmation militaire votée en 2018.**

Pendant vingt ans, nos armées ont été victimes de coupes budgétaires à répétition alors qu'elles étaient engagées dans des opérations extérieures et qu'elles devaient maintenir notre capacité de dissuasion nucléaire. L'intention affichée

dans la nouvelle loi de programmation militaire est de donner aux armées les moyens nécessaires à leurs nombreuses missions. Or, les objectifs annoncés sont insuffisants et la réalisation des programmes n'est pas assurée. Une fois de

plus, la Défense nationale est sacrifiée aux faux impératifs budgétaires. Une fois de plus nos soldats compenseront par leurs qualités et leurs sacrifices les manquements de la « gouvernance ». **Page 2 et 3.**

## Michéa : plus qu'une mode

**Anarchiste conservateur, Michéa critique le progressisme de gauche et le libéralisme économique selon une conception optimiste de la condition humaine.**

Dans un essai récemment publié, Kévin Boucaud-Victoire présente une œuvre inclassable. Michéa déplaît à la gauche installée en raison de sa critique de l'optimisme progressiste. Mais il n'est pas récupérable par la droite parce qu'il refuse l'idéologie du marché. Alors ? Le philosophe se place

dans le camp du peuple, contre l'oligarchie. Et il se définit comme « anarchiste conservateur » par sens de l'autonomie individuelle et collective autant que par méfiance envers les pouvoirs. Une pensée à découvrir ou à approfondir.

**La chronique de Gérard Leclerc en page 9.**

### Dans ce numéro :

Page 3 : EDF : Fin de partie ?

Page 6 : Le Grand Liban.

Page 9 : Rory Stewart et les marches anglaises.

Page 10 : Résister à la Chine

Page 12 : Éditorial :  
L'oligarchie à nu.



## Défense : trop peu, trop tard ?

Alors que les conflits de haute intensité redeviennent d'actualité et que le monde réarme, la France se donne des objectifs modestes, bien en deçà de son rang de puissance mondiale.

Le Parlement a voté, au printemps 2018, une nouvelle loi de programmation militaire, qui fixe jusqu'en 2025 les objectifs, les budgets et le niveau d'équipement alloués à nos forces. Bien que le gouvernement se soit fait un peu tirer l'oreille pour mettre en œuvre cet engagement de campagne d'Emmanuel Macron, la communication autour de ce « texte fondateur » fonctionne maintenant à plein régime. L'ambition affichée n'est pas seulement de réparer les lacunes du passé, mais « *de disposer d'un modèle d'armée complet et de garantir la crédibilité de la dissuasion nucléaire* », précisait le chef d'État major des armées, lors d'une audition au Sénat à l'automne dernier. Force est de constater qu'il y a loin des paroles aux actes.

Il est vrai que cette loi intervient après vingt années terribles. Pendant les décennies Chirac, Sarkozy et Hollande, le budget militaire a été la variable d'ajustement constante de Bercy. Les engagements pris envers les , en 1996, lors de la professionnalisation, n'ont jamais été tenus, le format de nos forces s'est considérablement réduit, les suppressions d'unités se sont multipliées... L'entretien, l'entraînement, la logistique en ont

fait les frais et les réductions de programmes ont fragilisé l'outil industriel. Si les ont pu, malgré tout, accomplir les missions, c'est grâce à la qualité des chefs et à l'engagement des hommes, et le grand public a longtemps ignoré la situation critique de notre outil défensif.

Le gouvernement affiche sa volonté de refaire une force digne de la France à l'horizon 2030. Louable intention ! Encore faudrait-il qu'elle s'appuie sur une vision réaliste de nos atouts, de nos faiblesses et sur une stratégie clairement assumée. Or, c'est loin d'être le cas. Au plan mondial, notre rôle de membre permanent du Conseil de sécurité est contesté, y compris par nos dirigeants, et nos opérations de maintien de la

paix, soutenues du bout des lèvres par nos propres alliés. En Europe, alors que la Guerre froide est terminée, que la Russie ne vise plus la domination de l'Europe, nous n'exprimons aucune intention sérieuse de sortir des vieux schémas de l'Otan et d'affranchir le continent de la tutelle américaine. En Afrique et au Levant, notre alignement sur Washington nous a fait perdre la plupart de nos relais, là où l'islamisme menace et où d'autres - Russie, Chine, Turquie - avancent leurs pions. Dans le Pacifique et l'Océan Indien, nos capacités d'intervention, notamment navales, sont largement insuffisantes pour préserver nos intérêts vitaux et notamment les communautés d'Outre-mer dont les citoyens

ont choisi librement d'être Français, dans une zone dominée par les appétits chinois.

La loi de programmation est loin de répondre à ces enjeux cruciaux. Elle vise davantage à rattraper nos retards les plus criants qu'à fonder une ambition de puissance mondiale. Avec, en ligne de mire, un modèle d'armée qui correspond peut-être aux besoins de 2018, pas à ceux de 2035. Une « armée d'échantillons », plus adaptée aux combats du Sahel qu'à des affrontements de haute intensité. À cet égard, l'objectif de 2% du PIB, affiché par Emmanuel Macron à l'horizon 2025, s'il peut avoir du sens pour des nations non nucléaires et non engagées à l'extérieur, est pour nous largement insuffisant. C'est 2,5

## La prudence du général Lecoindre

Lors de son audition au Sénat, le 16 octobre dernier, le général Lecoindre, chef d'État-major des armées, faisait état de ses convictions, et, *mezza voce*, de ses interrogations sur la pertinence de la loi de programmation militaire : « *J'observe une accélération de la dégradation des relations internationales, de leur militarisation et de l'armement des grands pays et des puissances moyennes qui pourront,*

*demain, être nos ennemis et sont déjà nos compétiteurs. Quels que soient les efforts vertueux de la France, de fait, l'effort global des Européens est trop faible pour compenser ce décrochage. La LPM va nous permettre de réparer les lacunes et les carences capacitaires consenties lors des précédentes lois de programmation, de moderniser notre armée et de répondre à l'Ambition 2030. La masse sera-t-elle suf-*

*fisante à l'horizon 2030, au regard de l'ambition que nous nous sommes fixée et de l'accélération de la dégradation des relations internationales ? Je mesure plus que jamais à quel point cette loi de programmation militaire est pertinente et adaptée aux défis actuels. Mais peut-être "juste" pertinente et "juste" adaptée (...) Je crains que, d'ici là, la dégradation des grands équilibres perdure. »*

voire 3 % qu'exigerait notre indépendance stratégique, au dire des meilleurs experts. À lui seul, l'investissement en faveur de notre dissuasion nucléaire – 37 milliards d'euros jusqu'en 2025 – ne représente qu'un simple maintien à niveau !

La programmation est-elle au moins assurée ? Pas sûr du tout ! Si 2019 a été correctement exécuté, le plus difficile reste à faire : l'augmentation des crédits -1,7 milliards par an les premières années - n'atteindra son rythme de 3 milliards annuels qu'après la fin du quinquennat. On est donc largement dans la stipulation pour autrui ! La réalisation des programmes repose, par ailleurs, sur des coopérations européennes et donc sur une vision partagée de la défense de l'Europe qui n'est pas assurée. Enfin, les prochaines années pourraient voir des percées technologiques dans des domaines où la France et l'Europe ne sont plus en pointe, ce qui justifierait un autre effort de recherche développement que celui prévu dans la loi.

Pouvait-on attendre mieux d'une équipe qui fait passer la « contrainte budgétaire » avant nos intérêts à long terme, alors que nos concurrents réarment ? Sans doute pas ! Voilà encore une copie à revoir. Mais dans ce dossier, comme dans bien d'autres, le temps perdu ne nous sera pas forcément rendu. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

## Fin de partie pour EDF ?

**Fiertés françaises, EDF et le nucléaire civil sont menacés de disparition.**

EDF connaît une descente aux enfers depuis l'ouverture à la concurrence résultant de l'Acte unique européen, signé par la France en 1986, concurrence qui lui fait perdre jusqu'à 100 000 clients par mois. Pour compenser ses pertes de recettes et les contraintes que lui imposent l'État, l'entreprise privatisée pour 16,23 % de son capital a été incitée à s'implanter à l'international avec des résultats catastrophiques. Une dette colossale la rend désormais incapable de faire face au grand carénage, qui doit permettre de maintenir en activité les centrales existantes et à la nécessité d'en construire de nouvelles.

Le 12 décembre dernier, Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, a présenté son plan « Excell », destiné à sauver la filière nucléaire qui connaît une situation critique illustrée par la dérive du chantier du réacteur EPR de Flamanville. Doté d'un budget de 100 millions d'euros, ce programme vise un retour « au plus haut niveau de qualité et d'excellence » et à renforcer « la qualité industrielle » qui fait défaut dans l'exécution du chantier de Flamanville, où s'accumulent problèmes techniques et dérive budgétaire.



Baptisé Hercule, un vaste plan de réorganisation d'EDF doit par ailleurs être finalisé l'été prochain. Il vise à découper EDF en deux. Il y aurait un EDF « bleu », renationalisé à 100 % recentré sur le nucléaire et l'hydraulique et un EDF « vert », privatisé, pour les énergies renouvelables et le réseau de distribution. À ce plan, qualifié par la CFE-CGC de « tambouille financière qui réduit l'avenir d'EDF à un Meccano capitalistique », s'ajoute le dispositif « Accès régulé à l'énergie nucléaire historique » (Arenh), qui contraint EDF à céder le quart de son électricité d'origine nucléaire à ses concurrents à prix coûtant. Pour parachever le tout, le Commissariat à l'énergie atomique abandonnera le projet de réacteur nucléaire à neutrons

rapides qui devait remplacer les actuelles centrales après 2040.

« Autant de décisions qui donnent l'impression qu'un scénario inexorable se déroule sous nos yeux. Celui du démantèlement d'EDF, avec en corollaire un abandon à terme du nucléaire », juge Jean-Michel Quatrepoint (Marianne 10/10/2019). Une impression qui menace de se muer en certitude, alors que le gouvernement travaille à un scénario « 100 % énergies renouvelables ».

Mais le nucléaire, « industrie de souveraineté », selon Emmanuel Macron, peut-il avoir un avenir ? La réussite de la filière atome civile suppose, outre la mobilisation de capitaux, « un volontarisme politique sans faille » et « une opinion publique accordant du crédit à l'expertise scientifique » (Le Monde 24 décembre 2019). Ces deux éléments font aujourd'hui défaut dans un pays qui a désormais le « nucléaire honteux » et qui se trouve isolé au sein de l'Union européenne, avec une Allemagne qui refusera les aides au « pacte vert » promu par la nouvelle Commission.

Décidément, comme ne cesse de le répéter Clov, le personnage de Samuel Beckett dans la pièce de théâtre *Fin de partie*, « quelque chose suit son cours ». ■

LAURENT LAGADEC.

## La presse au crible

■ **Retraites.** - Dans une tribune au *Monde*<sup>(1)</sup>, Gaël Giraud, économiste et directeur de recherche au CNRS, déroule en 7 points un juste et convaincant réquisitoire contre le projet de réforme des retraites qu'il considère comme « contradictoire », « inefficace » et « injuste » car bâti sur des fausses vérités et des mensonges. Injuste : « Un régime qui signe la fin des régimes spéciaux ? Non : il en abroge certains mais en conserve d'autres. Pourquoi ceux-là et pas d'autres ? L'insistance du gouvernement sur le caractère prétendument « injuste » de tel ou tel régime spécial en vigueur aujourd'hui est-elle inspirée par un souci de justice ? Non plus. Celle-ci exigerait que l'on débattenne de ces régimes en fonction de critères de solidarité et non pas au nom d'un désé-

quilibre budgétaire que l'on ne se donne pas les moyens sérieux de résorber. Encore moins en imposant des choix arbitraires sur les régimes spéciaux que l'on conserve. » « Un régime plus juste ? Non : un euro cotisé ne vaudra pas les mêmes droits à la retraite du fait de l'inégalité d'espérance de vie. Un ouvrier à 60 ans a devant lui, en moyenne, près de dix ans d'espérance de vie (donc dix ans de droits) de moins qu'un cadre supérieur. » « Le conseil d'orientation des retraites (COR) chiffre le déficit de notre système de retraite entre 8 et 17 milliards d'euros en 2025. Une partie de ce déficit est creusée mécaniquement par le gel des salaires des fonctionnaires et la baisse des effectifs des salariés du public : moins de salaires à verser, ce sont aussi moins de cotisations. Pour les salariés du public, cette "justice sociale" est donc la promesse d'une double

peine. » Inefficace : « Un régime qui permettra l'équilibre budgétaire en 2025 ? Non plus. Les calculs sous-jacents s'appuient sur une hypothèse du COR de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1 % à 1,8 % à horizon 2070. Hypothèse irréaliste compte tenu de la trappe déflationniste dans laquelle se débat notre économie, de l'austérité budgétaire mise en œuvre par ce gouvernement et, à long terme, de l'impact dévastateur du dérèglement écologique », alors que « ce déficit est facile à combler : la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) prive l'État de 2,7 milliards d'euros de recettes par an, la flat tax [ou prélèvement forfaitaire unique] sur le capital, d'environ 1,5 milliard. Soit plus de 20 milliards d'euros de manque à gagner en cinq ans, dont les fameuses retombées po-

sitives pour l'économie n'existent pas. Il suffit donc de renoncer aux cadeaux fiscaux accordés par le gouvernement pour que l'éventuel déficit du régime de retraites en 2025 soit résorbé ». La conclusion est sans appel : « Le sérieux et la raison responsable sont aujourd'hui dans la rue. Ils luttent contre un projet qui fait le contraire de ce qu'il annonce, est injuste, inefficace, prétend remédier à un déficit en partie creusé par la politique du gouvernement lui-même et que ce dernier pourrait combler facilement en renonçant à ses cadeaux fiscaux. Un projet, enfin, qui contribue à engager davantage notre société dans l'impasse d'un productivisme qui nous tue. » ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). <https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/26/il-nous-faut-aujourd'hui-un-regime-de-retraite-post-croissance>

## Les Russes à l'épreuve du néo-libéralisme

Malgré la protestation populaire, le gouvernement russe a imposé en 2018 une réforme des retraites régressive et mène une politique économique néo-libérale qui lui vaudra d'autres révoltes.

En septembre 2018, les députés russes ont adopté une réforme du système de retraites impliquant un très important allongement de la durée du travail. Après la publication du projet, la Russie avait connu un important mouvement de révolte, tellement important que Vladimir Poutine a demandé que le projet soit amendé. Ainsi, les femmes qui partaient à la retraite à 55 ans travailleront jusqu'à 60 ans - et non 63 ans comme dans le projet. Les hommes qui travaillaient jusqu'à 60 ans sont maintenant obligés de travailler jusqu'à 65 ans - ils n'ont rien obtenu - mais les mères de famille pourront partir plus tôt et des statuts spéciaux ont été conservés pour certaines professions. Comme l'espérance de vie est très basse en Russie (66 ans), beaucoup d'hommes ne connaîtront pas le « dimanche de la vie ».

Il reste que la campagne menée par le Parti communiste russe contre la réforme a fait sérieusement chuter la popularité de Vladimir Poutine ; le fait est que le président de la



Moscou – Manifestation contre la réforme des retraites - DR.

Fédération laisse les néo-libéraux gouverner le pays. Pour quels résultats généraux ?

On ne le dit jamais dans les médias français alors qu'il s'agit d'une vérité éclatante : la gestion russe de l'économie devrait être encensée par nos propres oligarques ! Le budget fédéral russe est excédentaire (+1,7%) et les réserves financières sont plus importantes que toute la dette, publique et privée. Quels formidables résultats ! Et quel génie ce Poutine – puisque, en Russie, tout ce qui se fait est, paraît-il, l'œuvre de Vladimir Vladimirovitch !

Eh bien non ! Ces résultats soulignent l'incohérence de la politique économique russe et sa nocivité pour la société. Le gouvernement dit qu'il veut la

croissance pour combler les retards mais en même temps il frappe les consommateurs qui forment le seul moteur de la croissance, dans un pays où l'investissement est faible et où le dynamisme de l'activité industrielle repose surtout sur le secteur des matières premières. L'excédent budgétaire est obtenu grâce à l'augmentation de la TVA et d'autres taxes et la hausse des prélèvements obligatoires est supérieure à celle des revenus. Quant aux retraites, elles n'augmentent pas non plus et les ménages russes, fortement endettés, subissent des taux d'intérêts assassins.

Il n'est pas étonnant que la popularité de Vladimir Poutine soit récemment tombée de 75% d'opinions favorables à

53%, ce qui permet d'imaginer la froideur des sentiments que les Russes éprouvent à l'égard des ministres en charge de la politique économique et sociale. Si le gouvernement s'obstine dans sa politique néo-libérale, les conséquences seront les mêmes qu'à l'Ouest du continent : les populations pressurées sans aucune raison se révolteront de plus en plus souvent et massivement. Jusqu'au jour où les mouvements sociaux provoqueront des transformations politiques de plus ou moins grande ampleur... ■

ANNETTE DELRANCK.

### Les faits majeurs

■ **Australie.** – Depuis le déclenchement, fin août, des premiers incendies, 100 000 km<sup>2</sup> ont été dévorés par les flammes. La catastrophe qui ravage l'Australie a causé la mort de 28 personnes et ses conséquences sur l'écosystème sont redoutées : plus d'un milliard d'animaux, dont des espèces rares (kangourous, koalas), ont été décimés et le feu atteint les parcs nationaux et les abords des grandes agglomérations. Pour la première fois, la forêt tropicale humide de Gondwana est impactée.

■ **Croatie.** – La présidente conservatrice Kolinda Grabar-Kitarović, élue à la tête du pays en 2015, a été sèchement battue par le candidat socialiste Zoran Milanović lors du second tour de la présidentielle, le 5 janvier. L'ancien Premier ministre (2011-2016) a réuni plus de 53% des suffrages sur son nom. Lors du premier tour, le 22 décembre, le chanteur Miroslav Skoro, candidat nationaliste, connu pour ses discours virulents contre les migrants, avait créé la surprise en obtenant 24% des voix.

■ **Royaume-Uni.** – La chambre des communes a adopté, le 9 janvier, l'accord sur le Brexit négocié par Boris Johnson avec l'Union européenne. Parvenant à rallier 330 députés pour le *deal* (231 contre), grâce à la confortable majorité conservatrice issue des élections du mois dernier, Johnson est en passe de remporter son pari : faire sortir le Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier. Reste à obtenir le vote de la chambre des lords, puis la ratification de l'accord par le Parlement européen, prévue le 29 janvier prochain.

### Voix étrangères

■ **Amérique et Iran.** La mort du général iranien Qassem Soleimani a été largement commentée par la presse anglo-saxonne entre le 4 et le 7 janvier. Selon que l'on est le *Times* de Londres ou le *New York Times*, il y a un océan entre deux. Le Nord-Est américain ne pense qu'à Trump, à sa destitution : l'affaire n'est qu'une nouvelle controverse juridique. Le président n'a-t-il pas outrepassé ses pouvoirs en décidant seul de ce qui s'apparente à un « acte de guerre » ? Ne l'aurait-il pas fait pour détourner l'attention de la procédure d'*impeachment* ? Avait-il des informations précises - l'imminence d'une attaque contre les personnels américains – pour justifier un ordre d'exécution extra-judiciaire ? Ces attaques ne vont-elles pas avoir lieu de toute façon ? À travers les lignes des articles du *New York Times*, on voit

clairement se monter une sorte de *Soleimangate*.

Le grand quotidien londonien a, lui, les yeux sur la situation au Moyen-Orient. Pas plus que Boris Johnson, on ne condamne ni n'approuve Trump. On analyse les conséquences. À commencer par le sort des 400 soldats britanniques répartis sur trois bases en Irak avec la même mission que les 5 200 américains : former les unités irakiennes à la lutte contre Daech. *The Times* avait cité un commandant des Gardiens de la Révolution qui n'excluait pas des « dommages collatéraux » en cas de représailles iraniennes. Le quotidien libéral *The Guardian* s'était empressé de publier le démenti formel de l'ambassadeur de la République Islamique d'Iran à Londres. Les deux journaux pointaient la même volonté de Téhéran d'isoler Washington et de distinguer entre l'Amérique et ses alliés. Journaux israéliens et libanais titraient de

même sur l'improbabilité de représailles iraniennes contre Jérusalem ou Beyrouth.

*The Sunday Times*, l'édition dominicale datée du 5 janvier, publiait une analyse de l'historien britannique enseignant aux États-Unis, Niall Ferguson, proche des néo-conservateurs, qui continuait à rassurer. Sans aller jusqu'à qualifier l'Iran de « tigre de papier », l'idée était bien là : « L'Iran est trop faible pour commencer une guerre mondiale. » Trump a exposé la vulnérabilité du régime des Mollahs. « Le problème américain de cette décennie au Moyen-Orient c'est Moscou pas Téhéran ». Dans la même édition, un expert du centre Carnegie renchérit sur « le casse-tête de Téhéran », et sur la réponse appropriée à apporter à ce qui est le plus grand choc pour le régime qui a été pris totalement par surprise par Trump : « Une logique de guerre à l'issue incertaine. »

Y.L.M.

« Nous sommes tous libanais. » Quel bel hommage rendu par les manifestants au choix fait il y a cent ans, le 1<sup>er</sup> septembre 1920, de créer le « Grand Liban » !

## Le Grand Liban

PAR YVES LA MARCK.

La France croit au Liban. C'est ce qui l'a toujours distinguée dans le jeu des puissances au Moyen-Orient, depuis le temps des mandats jusqu'à aujourd'hui. Ou peut-être faut-il écrire : jusqu'à hier, tant Paris s'exprime peu au sujet du Liban, comme l'a remarqué un collectif de chercheurs et d'universitaires, rassemblé derrière l'ancien ambassadeur Aubin de La Messuzière (*Le Monde*, 18 décembre 2019) ?

C'est du Liban que la France appréhendait la situation d'ensemble du Proche et du Moyen-Orient, comme les Anglais le faisaient depuis Le Caire. Le renversement d'optique est d'autant plus nécessaire, vital, que l'on imagine celle-ci désormais depuis Téhéran. Le chef du Hezbollah libanais, Cheikh Nasrallah, a prononcé, le 5 janvier, un discours significatif à ce sujet, remarqué par l'ensemble de la presse libanaise. Il y a révélé qu'il avait rencontré le général Qassem Soleimani, le 1<sup>er</sup> janvier. Les deux hommes se connaissent depuis leurs études à Qom, il y a plus de vingt ans. Quand il a atterri dans la nuit du 2 au 3 janvier à l'aéroport de Bagdad pour y être victime d'un drone américain, le général venait donc de Beyrouth. Encore heureux que Washington ne l'ait pas frappé tant qu'il était sur le sol libanais !

Nous ne sommes pas en train d'écrire un nouvel S.A.S. sur le Liban. Le général iranien était certes un héros commode du défunt Gérard de Villiers, notamment dans le volume où périt en 2008 le fameux Imad Mughniyeh, le chef de la branche militaire du Hezbollah libanais. Les Israéliens avaient été alors à deux doigts ou à dix secondes de commettre l'irréparable contre son mentor, le même Qassem Soleimani. Le fils de Mughniyeh, qui jouait aussi un rôle dans les best-sellers, trouva également la mort en 2015 sur le Golan syrien. Quand on parle des milices qui se sont battues en Syrie, ce sont essentiellement les hommes du Hezbollah libanais. Le commandant de la brigade Qods assurait la coordination des opérations en Syrie, comme au temps où le Hezbollah se battait contre les forces israéliennes au Sud-Liban.

**La prudence du Hezbollah.** Cheikh Nasrallah dans son long discours d'hommage a certes renoué avec une logorrhée anti-américaine, devenue plus discrète ces derniers mois, mais au total les observateurs ont relevé un certain embarras. En effet, le Hezbollah est sur une ligne de participation au gouvernement. Il vient



Le chef du Hezbollah libanais, Cheikh Nasrallah, lors de son intervention du 5 janvier 2020.

de conclure un nouvel accord pour sortir de la crise de rejet du premier ministre Saad Hariri par la foule des manifestants, toutes confessions confondues. Nasrallah ne tient pas à être connu comme celui qui brise un mouvement populaire de contestation qu'il sait total les observateurs ont relevé un certain embarras. En effet, le Hezbollah est soutenu par la majorité des chiites. Il a la chance, lui, contrairement aux Ira-kiens, qu'il n'y ait aucun soldat américain stationné au Liban. Il a même étendu sa protection aux civils américains qui s'y trouvent. Nasrallah ne veut aucun mal à personne sur le sol libanais.

Est-ce une preuve de la « libanisation » du mouvement ? Dans la crise présente, le Hezbollah ne peut certes qu'afficher sa solidarité avec Téhéran. Toutefois la possibilité d'un recentrement communautariste est moins évidente au Liban qu'elle ne l'est en Irak et a fortiori en Iran. La raison est simple : les chiites sont majoritaires en Irak (60 %) mais minoritaires au Liban (40 %). La base populaire du Hezbollah ne veut plus de guerre. Elle s'est mêlée aux autres communautés dans les revendications sociales exprimées dans la rue depuis quelques mois. Les habitants n'agissaient plus d'ailleurs en tant que membres d'une communauté, mais comme citoyens égaux d'un pays uni, un grand Liban, de

préférence à un État communautaire, le petit Liban.

**L'ombre de l'Iran.** En Irak, à la différence du Liban, les Américains ont de puis 2003 accentué les sectarismes. Sunnites et Kurdes sont restés en dehors de la vague de manifestations qui agitaient la majorité chiite de Bagdad et du Sud. Ils n'ont même pas siégé au Majlis<sup>(1)</sup>, lorsque la majorité chiite a voté le 6 janvier en faveur d'une demande de retrait des forces américaines qui forment l'armée irakienne à la lutte contre l'État islamique.

L'intervention contre Daech a eu pour effet, en Irak, de fournir des armes et des ressources importantes à un réseau de milices se substituant à l'armée régulière défaillante, à l'exception d'unités d'élite. Là encore le général Soleimani s'était retrouvé en position de coordonner les opérations, jusqu'à être reconnu comme le véritable tombeur de Mossoul.

Ces milices n'ont pas été dissoutes ou intégrées dans l'armée régulière. Elles se sont maintenues sous couvert d'une sorte de front assez lâche, les Hachd al-chaabi (Unités de mobilisation populaire), forts d'environ 100 000 combattants répartis en une soixantaine de groupes, dont 40 seraient liés à l'Iran. La formation Kataeb Hezbollah (KH) est l'une des plus importantes, comptant peut-être 30 000 hommes qui agissent sous la tutelle directe de la brigade Al Qods, la légion étrangère des Gardiens de la Révolution iraniens (les pasdarans), sous les ordres du général Suleimani.

La perpétuation des Hachd bloque toute tentative de l'État irakien de constituer des forces de sécurité nationale efficaces. Téhéran s'oppose à toute réforme en ce domaine. Ces milices sont celles qui ont réprimé très violemment la vague de protestations pacifiques qui avait déferlé sur Bagdad et dans le reste du pays depuis octobre : 460 morts en trois mois.

La crise actuelle oblige les manifestants à rentrer dans les rangs. Les élections législatives iraniennes en février connaîtront un raz-de-marée conservateur. Il faudra voir si la vague refluera sur l'Irak et même sur le Liban, mettant fin cette fois à la « révolution » populaire qui tentait de surmonter les clivages confessionnels.

Ce n'est pas en Iran ni même en Irak que la France dispose aujourd'hui d'une capacité d'influence. C'est encore peut-être au Liban, avant qu'il ne soit trop tard. ■

(1). Le parlement irakien.



## Pour la Grande Europe

Trente ans après la chute du Mur de Berlin, l'échec du projet de réunification européenne est patent (cf. Royaliste n°1180). La crise terminale de l'Union européenne, les populismes de l'Ouest et de l'Est et la nouvelle Guerre froide, qui vise à isoler la Russie, sont les moments négatifs d'une histoire qui n'interdit pas la reprise du projet de confédération européenne.

Exploitant toutes les possibilités offertes par la marchandisation et par les tendances à l'individualisme, l'ultralibéralisme a engendré diverses formes de populisme. Ce constat vaut pour l'ouest européen comme pour la Hongrie et la Pologne étudiées par Ivan Krastev et Stephen Holmes dans un livre stimulant<sup>(1)</sup>. Confrontés comme l'ensemble de l'Est européen à des mouvements massifs d'émigration hors de pays qui sont en butte depuis trente ans à la négation de leur identité nationale par l'idéologie dominante, les dirigeants polonais et hongrois réagissent de deux manières : ils tentent de sauver ce qui peut l'être d'identités collectives plus ou moins reconstruites ; ils s'efforcent de disqualifier le modèle ouest-européen pour empêcher la fuite de leur population jeune vers celui-ci et le déclin démographique qui s'ensuit. «...La fureur populiste est moins dirigée contre le multiculturalisme que vers un individualisme et un cosmopolitisme post-national », écrivent les deux auteurs précités, qui fustigent plus précisément « la nouvelle idéologie allemande, avec son post-nationalisme déhistoricisé et son patriotisme constitutionnel, culturellement creux. »

Il serait facile de dépasser la réproba-

tion moralisante de l'intelligentsia parisienne et les provocations anti-occidentales de Viktor Orban par un constat très simplement résumé par Ivan Krastev et Stephen Holmes : « *En tout état de cause, à l'inverse du libéralisme, la démocratie est un projet exclusivement national. C'est pourquoi, en fin de compte, l'Europe des patries chère à de Gaulle a résisté à toutes les pressions visant à dissoudre les identités distinctes de chaque pays membre dans une identité post-nationale commune.* »

Les nations européennes ont résisté au soviétisme comme au libéralisme économique imposé par le FMI et les apparatchiks bruxellois. C'est selon cette réalité nationale qu'il faudra réunir une Europe continentale aujourd'hui engagée dans une pâle répétition de la Guerre froide.

Le projet de Grande Europe n'est pas pour demain. Cela pourrait être la grande affaire de notre siècle, qu'il faut donc penser après Poutine, Merkel et Erdogan mais surtout après la dislocation, déjà engagée, de l'Union européenne et pour remédier aux effets d'une inévitable catastrophe financière mondiale – qui accélérera la démondialisation. Pour bien des raisons, l'Allemagne ne sera plus regardée comme un « modèle » et cessera d'être un pro-

blème<sup>(2)</sup>. Il est possible que les États-Unis, accablés par leurs difficultés internes, cessent de croire, comme Trump et après lui, à leur destinée manifeste – ce qui rendrait plus facile la liquidation de l'Otan. Mais la pression de la Chine ne cessera pas d'être impérieuse et il faudra y résister. Ce monde en mouvement pourrait être la chance de l'Europe, le moment de sa renaissance, qu'il faudra saisir selon les dynamiques historiques et le génie politique propres à notre continent.

Au lieu de reprendre, sous d'autres formes, l'idée d'une « intégration » à visée supranationale, il faudrait fonder le projet de confédération européenne sur une évidence trop longtemps occultée : l'Europe est constituée par ses nations ; elle n'a pas d'existence hors de celles-ci. Comme les nations sont des collectivités historico-juridiques délimitées par traités, il faut pleinement reconnaître que l'Europe des nations est un ensemble d'États qui exercent leur souveraineté à l'intérieur de leurs frontières. Or, l'Europe a presque entièrement défini ses frontières intérieures et celles-ci ne sont plus menacées par des volontés de puissance impériales, puisque les empires européens ont disparu. La paix sur notre continent n'a jamais eu autant de chances d'être assurée,

mais il faudra que l'Europe s'affirme face à l'impérialisme américain déclinant et face à un impérialisme chinois en pleine expansion.

Cette affirmation peut prendre la forme d'un projet confédéral, qui est en réserve dans notre histoire. On le trouve esquissé dans le Grand dessein d'Henri IV et Sully<sup>(3)</sup>, et nous nous souvenons qu'Emmanuel Kant avait proposé un « *Congrès permanent des États* » avant que Charles de Gaulle n'appelle de ses vœux une « *Europe de l'Atlantique à l'Oural* ».

**Comment faire ?** Il serait ridicule de présenter un plan, qui doit résulter de la concertation diplomatique. Tout au plus peut-on esquisser une méthode.

Il faut d'abord revenir à une conception politique des relations internationales. Les alliances ne se font pas avec ou contre des personnalités plus ou moins charismatiques ; elle ne se font pas non plus avec des régimes aux colorations idéologiques ou religieuses plus ou moins prononcées ; les alliances se font avec des États, en vue de composer des intérêts nationaux.

Il faut ensuite s'accorder sur une définition de l'Europe. Dès lors qu'elle est conçue par des États, l'Europe se définit comme l'ensemble des États nationaux qui participent à l'équilibre européen. La Fédération de Russie, comme naguère l'empire des Tsars et l'Union soviétique, la Turquie comme naguère l'empire ottoman, sont depuis des siècles des puissances européennes. L'équilibre est l'objectif politique primordial : il conduit les puissances à s'assigner des limites et il assure la paix entre les nations. Le souci de l'équilibre européen conduit à refuser les croisades idéologiques et religieuses qui font courir un risque de déstabilisation. Le dialogue interétatique et les échanges culturels sont favorisés par l'appartenance à une même civilisation – celle de la Grèce, de Rome et des trois monothéismes – européenne et universelle.

C'est à partir de ces principes, très brièvement rappelés, qu'il est possible de concrétiser le projet de confédération européenne. Nous avons souvent dit que la réorganisation des relations économiques internationales devait prendre appui sur les principes affirmés au sortir de la Seconde Guerre mondiale dans la Charte de La Havane et la Déclaration de Philadelphie. De même, sur notre continent, les États souverains pourraient partir de ce qui a chance de subsister après l'effondrement de l'Union européenne. Ils pourraient s'intéresser au Conseil de l'Europe qui inclut la Turquie – le point est à souligner – et qui s'est élargi après 1989 aux États de l'Est européen, Russie comprise depuis 1996, à l'exception de la Biélorussie. S'exprimant devant son Assemblée parlementaire, le 4 mai 1992, François Mitterrand désignait le Conseil européen comme l'enceinte où pouvait se nouer un



Le général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 25 mars 1959, évoque son projet de Grande Europe.

*« Nous autres, qui vivons entre l'Atlantique et l'Oural, nous autres qui sommes l'Europe, disposant avec l'Amérique, sa fille, des sources et des ressources principales de la civilisation, que ne dressons-nous, tous ensemble, l'organisation fraternelle qui prêterait concours aux autres, pour vaincre la misère et pour aider le travail des peuples qui sont moins développés. »*

Charles de Gaulle (le 25 mars 1959).

dialogue permanent en vue de l'organisation de la Confédération européenne. Il posait le principe d'une égale dignité de tous les États-membres et proposait de « réunir, tous les deux ans, en alternance avec les réunions de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les chefs d'État et de gouvernement des États-membres du Conseil ». Sans doute faudrait-il des concertations beaucoup plus fréquentes...

**Pour quoi faire ?** Coopérer en vue des biens communs européens, selon l'impératif écologique qui implique une nouvelle conception du développement économique et du progrès social. La reconstruction des économies et des sociétés dévastées par l'ultralibéralisme est une tâche de même ampleur que celle qui attendait les nations européennes tragiquement éprouvées par la Seconde Guerre mondiale et que celles-ci ont accomplie avec d'indéniables succès – du moins à l'Ouest du continent.

En 2004, la Nouvelle Action royaliste avait esquissé une politique européenne

confédérale<sup>(4)</sup>, assurant la promotion de la recherche, l'extension des services publics, le choix de grands équipements d'intérêts communs – routiers, ferroviaires par exemple. Nous envisagions d'organiser les échanges dans le cadre d'un système de changes fixes, d'un tarif extérieur commun et d'une préférence pour les produits et les services confédéraux. Nous disions que les États européens devaient s'entendre pour orienter le FMI vers le financement du développement. Nous indiquions que le financement des grands travaux pourrait être en partie assuré par une banque européenne soumise à un étroit contrôle politique. Il faut ajouter que l'Europe confédérale devra relever les immenses défis, technologiques et civilisationnels, lancés par les entreprises étatsuniennes qui exploitent les immenses possibilités de l'intelligence artificielle.

Une Europe confédérale devrait bien entendu se préoccuper de sa sécurité. Là encore, il faudrait partir de ce qui existe. Créée en 1975 à Helsinki, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) associe l'ensemble des États européens, du Sud-Caucase et de l'Asie centrale. C'est dans ce cadre que pourraient être discutées de nouvelles relations avec les États-Unis – État membre de l'OSCE – et un traité européen de sécurité collective, après règlement des conflits qui demeurent sur notre continent. Les grandes puissances nucléaires – France, Russie, Grande-Bretagne – auraient à jouer un rôle de tout premier plan dans la protection du continent européen et dans la prévention des conflits internes. Nous souhaitons que l'Europe confédérale soit une Europe sans rivages. L'Europe, dans son histoire, n'a cessé de s'étendre par le jeu des affinités linguistiques. La France fait partie de la communauté francophone, la Grande-Bretagne existe au sein du Commonwealth, la russophonie s'étend à toute l'Asie centrale et à une partie du Caucase, il y a une hispanité et une communauté lusophone... L'Europe est intégrée au monde de multiples manières, qui prendront tout leur sens et toute leur force lorsque la globalisation financière et le « marché » mondialisé ne seront plus que de très mauvais souvenirs. ■

BERTRAND RENOUVIN.

(1). Ivan Krastev, Stephen Holmes, *Le moment illibéral*, Fayard, 2019.

(2). Nous présenterons prochainement le nouveau livre d'Édouard Husson, *Paris-Berlin, La survie de l'Europe*, Gallimard, 2019.

(3). Cf. Blandine Kriegel, *La République et le prince moderne*, PUF, 2011. Le Grand Dessein d'Henri IV est notamment évoqué dans le dernier chapitre des mémoires de Maximilien de Béthune, duc de Sully (mémoires consultables sur le site Gallica-BNF [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr)).

(4). *Pour l'Europe confédérale*, motion votée lors du 23<sup>e</sup> congrès de la NAR, 28 mars 2004. (Cf. *Royaliste* n°836, du 12 avril 2004, pages 10 et 11, consultable sur notre site [www.archivesroyalistes.org](http://www.archivesroyalistes.org)).

## Il faut savoir aller de l'avant



Rory Stewart, ancien parlementaire et ministre britannique, futur candidat indépendant aux élections municipales de Londres en mai 2020, nous invite, dans son dernier ouvrage, à la découverte du Royaume-Uni et de son identité plurielle, à travers un long périple pédestre seul ou accompagné de son père, en particulier le long du mur d'Hadrien.

Rory Stewart aime réaliser de longs périples à pieds. En 2004 déjà, il avait voyagé ainsi de l'Iran au Népal, dormant chez l'habitant dès que cela était possible. Il récidiva en 2011 et 2012 au Royaume-Uni dans une odyssée moins périlleuse mais non moins riche dans cette province imaginée par son père, le Middleland, «paysage d'altitude qui forme le centre de la Grande-Bretagne. En son cœur se trouvent les collines de la région des Lacs, la chaîne des Pennines,

les monts Cheviot et les Borders écossais. Elle s'étend de l'estuaire du Humber au Sud, jusqu'à ceux de Forth et de Clyde au nord (...) Unifiée naturellement par la géographie et par la culture pendant deux mille ans, cette zone a été régulièrement marquée par des divisions politiques ».

L'auteur la parcourt à pied, par tous les temps même les plus rudes, seul ou accompagné par son père qui l'encourage à aller toujours plus loin dans la découverte de ce pays

autant réel qu'imaginaire. Le fringant parlementaire n'a pas son pareil pour traverser les gués à pied où escalader les talus et les haies, pour lire les paysages, y décrypter leurs structures, y déceler les traces d'un passé très ancien, nous rappelant au passage que nos paysages n'ont pas grand-chose de naturel. Il nous fait découvrir aussi à travers ses visites, ses rencontres, prévues ou imprévues, la longue histoire d'un territoire marqué par les influences gaéliques, vikings ou germaniques.

Nous redécouvrons les royaumes de Cumbria et de Northumbrie, la conquête de ces terres par les rois anglais et écossais dans un terrible déchaînement de violence, de luttes entre clans de part et d'autre d'une frontière ou d'un côté ou de l'autre de cette frontière. Une frontière, souvent mouvante, fruit de la conquête et ce, dès l'époque romaine, avec le célèbre mur d'Hadrien censé séparer Écossais et Anglais, mais dont le tracé évolua et qui ne doit pas faire oublier le mur d'Antonin. Le Royaume-Uni a, lui aussi, son roman national. Ces territoires de l'entre-deux, si âprement disputés, le Moyen-Âge les appelait les Marches.

Le domaine de son père,

si savamment entretenu, s'y trouve et, formellement, il est en Écosse. Et même si son père se sent écossais, longtemps serviteur de l'Empire britannique, il ne sépare pas l'Écosse du reste du pays. L'auteur rappelle fort malicieusement d'ailleurs qu'on enseigne aujourd'hui « l'écossais » dans des territoires où on ne l'a jamais vraiment parlé.

À moitié réelle, à moitié fantasmée, l'identité des Marches est complexe. Le père de l'auteur en est l'illustration, nous l'avons vu. Attaché à sa terre et grand serviteur de la Couronne britannique, grand voyageur, ce livre lui est aussi en grande partie dédié, tel un chant d'adieu d'un fils pour son père qui meurt peu de temps après son dernier voyage. De ce père à qui il doit beaucoup, de cet Écossais, de cet homme des Marches, l'auteur parle avec pudeur, avec amour mais sans apitoiement. Il se souvient sans doute de ce que son père lui a appris : en toutes circonstances, il faut savoir aller de l'avant. ■

MARC SÉVRIEN.

Rory Stewart, *Les Marches. Aux frontières de l'identité britannique*, Gallimard, coll. Esprits du Monde, 2019, 546 pages.

### Dans les revues

■ Les États-Unis aiment-ils la guerre ? Les derniers bombardements américains en Iran, le 3 janvier, pourraient nous le laisser croire. Fort opportunément le dernier numéro de la revue *America* (n° 12-1<sup>er</sup> trimestre 2020) en fait le cœur de son dernier opus. Qu'on songe seulement qu'en 2019, le budget de la défense s'élève à 686 milliards de dollars, en croissance de plus de 100 milliards depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Et les États-Unis ne sont-ils pas nés d'une guerre contre l'ancienne puissance coloniale et n'ont-ils pas, dès 1805, mené leur première intervention sur un théâtre extérieur, contre la piraterie libyenne ? Comme le rappelle Bruno Cabannes, depuis 1775, les États-Unis n'ont connu que vingt années de paix. Bien sûr toutes les guerres n'ont pas la même ampleur. Et les États-Unis

ont d'autres moyens que la guerre pour contraindre ou pour séduire. Mais la guerre garde une place essentielle pour cette nation habitée par sa destinée manifeste. *America* donne la parole à des écrivains qui ont vécu et écrit la guerre. Kevin Powers s'engage par respect pour une certaine culture familiale : « À chaque génération les hommes de ma famille se sont engagés dans l'armée. » Tim O'Brien part pour le Vietnam par souci du devoir même s'il est convaincu que c'est une énorme bêtise. Et quarante ans après, il a toujours honte de ne pas avoir su dire non. Pour autant le retour des GI se fait parfois dans l'anonymat voire le mépris d'une société qui se désinvestit toujours plus de la guerre.

■ *Le Monde et La Vie* publie un copieux hors-série (dernier trimestre. 2019) qui dresse le bilan de l'histoire des États-Unis, une histoire qui arrive à un tournant

avec un président à la politique étrangement erratique et une société fracturée. Pourtant comme le rappelle la romancière sino-américaine Yiyun Li : « *Que les États-Unis puissent un jour perdre leur rang de première puissance mondiale (...) paraît plus impensable aux Américains qu'aux gens des autres pays.* »

■ La Chine peut-elle à terme contester la puissance américaine ? La revue *L'Histoire* (n°467-janvier 2020) consacre son dossier aux guerres de l'opium (1839-1860), quand l'Angleterre et la France humiliaient la Chine. L'historienne Julia Lovell rappelle que ce n'est qu'aux débuts des années 1920 que la Chine considère ce conflit comme « le point de départ de l'agression impérialiste à laquelle mettrait fin la République. Puis Mao ». Or la politique chinoise actuelle s'inscrit dans une volonté de venger l'humilia-

tion subie dont longtemps Hong Kong a été le symbole. Le « rêve chinois » de Xi Jinping exprime la volonté des dirigeants chinois d'éclairer le monde.

■ La revue *Diplomatie* (n°101 nov. déc. 2019) nous présente la puissance chinoise en train de se construire. Son projet de « nouvelle route de la soie » exprime son souci de marquer de son empreinte la mondialisation libérale et d'asseoir la puissance économique et donc politique de la Chine. Pas un continent n'échappe à la politique industrielle, commerciale et financière de la Chine, le consensus de Pékin visant à supplanter le consensus de Washington. Pourtant, si la puissance militaire chinoise s'affirme, elle aussi, la Chine, comme le rappelle Antoine Bondaz, est « une puissance seule qui ne dispose pas d'un réseau d'alliance dans la région, contrairement aux États-Unis ».



par Gérard Leclerc

## Mystère Michéa

Dans cette chronique, j'ai rendu compte plusieurs fois des ouvrages de Jean-Claude Michéa, ce philosophe atypique, dont, spontanément, j'épousais les thèses principales. Pourtant, l'auteur venait d'une gauche marxisante, avec laquelle je n'étais pas forcément en cohérence. Justement, Michéa avait préalablement opéré la critique de cette famille d'esprit, formulant une philosophie politique originale qui avait le don de fournir un instrument d'analyse des problèmes actuels de la société libérale. Par société libérale, il faut entendre le système économique tel qu'il s'est déployé à l'ère de la mondialisation, mais aussi sa justification par une idéologie aux sources certes anciennes, mais sans cesse renouvelée en fonction des évolutions contemporaines. Autant dire que notre philosophe s'affirmait d'emblée comme adversaire résolu du progressisme sous toutes les couleurs. À l'heure où s'opérait la réconciliation d'une certaine droite et d'une certaine gauche à l'aune d'une globalisation heureuse, il se montrait impitoyable avec les illusions du progrès. Ce qui lui valait une solide hostilité de la part de beaucoup, mais aussi une considération de la part de certains qui n'était pas sans arrière-pensées.

C'est le mérite de Kévin Boucaud-Victoire de faire le point sur ce qu'il en est réellement d'une pensée qui s'est déployée depuis une trentaine d'années, pour en restituer la vérité et opérer les discernements nécessaires en marquant les problèmes de sa confrontation avec les réalités d'aujourd'hui. La citation liminaire de ce petit essai nous introduit directement au cœur d'une pensée avec sa puissance ironique : « *Cours moins vite, camarade, le nouveau monde - celui du réchauffement climatique, de Goldman Sachs et de la Silicon Valley - est devant toi.* » On a reconnu l'écho d'une formule qui avait cours chez les gauchistes des années soixante : « *Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi.* » Alors, l'optimisme progressiste était en vogue, avec la certitude d'être pleinement dans le sens de l'histoire. N'était-ce pas conforme au dynamisme propre au marxisme le plus orthodoxe ? Et même au message des Lumières... Mais nous sommes désormais très loin de cette vision du monde, du moins du côté des militants alarmés par des tendances mortifères, qui les empêchent d'adhérer à un credo futuriste. Encore faut-il qu'ils disposent des armes critiques nécessaires pour saisir les nouveaux enjeux et prendre leur distance par rapport aux idéologies malgré tout dominantes.

Ces armes, Jean-Claude Michéa les leur fournit généreusement. À condition d'avoir une connaissance exhaustive des quatorze essais qu'il a déjà publiés et qui forment un ensemble très cohérent, à la fois polémique et positif, apte à offrir une alternative au « meilleur des mondes ». Ceux qui ne l'ont pas encore lu trouveront grâce à Kévin Boucaud-Victoire une synthèse solide, qui leur permettra d'ouvrir leurs yeux à une autre intelligence sociale et même philosophique. Cette synthèse s'ordonne en quatre chapitres qu'il serait hasardeux de résumer, sauf à souligner leur pertinence. Nous avons déjà évoqué le premier qui consiste dans la critique du progrès. Il faudrait préciser que c'est le libéralisme qui est, en fait, en cause. Michéa demeure l'héritier de la tradition anticapitaliste, mais il la prolonge en montrant que le droit et le marché constituent

les clés idéologiques et pratiques d'un système qui se perfectionne sans abandonner son caractère foncièrement utilitariste et amoral.

Dans un second temps, Michéa marque sa place par rapport à la gauche installée qu'il récluse pour avoir abandonné ses idéaux socialistes. N'est-ce pas à un ralliement pur et simple au capitalisme que la gauche social-démocrate s'est rendue, opérant sa liaison avec la droite libérale classique ? Troisièmement, il s'agit pour le philosophe de désigner le peuple pour lequel il se bat et dont il fait parti. En ce sens il est résolument populiste, tout en réfutant l'appréciation péjorative dont le terme est le plus souvent l'objet. Ce qui définit le peuple, c'est d'abord sa non appartenance à l'oligarchie. Sur ce point, il est tributaire aussi bien du situationniste Guy Debord que de l'Américain Christopher Lasch, ou même encore de son cher George Orwell. Celui qui désignait « *les gens ordinaires* », c'est-à-dire « *tous ceux qui courbent l'échine devant un patron ou frissonnent à l'idée du prochain loyer à payer* ». On trouvera peut-être cela prosaïque, mais Michéa rejoint les sociologues d'aujourd'hui qui mettent en valeur la France périphérique et expliquent tout simplement le phénomène des Gilets jaunes.

Enfin, Boucaud-Victoire précise ce qu'il faut entendre par « anarchisme conservateur ». Cette désignation, qui vient aussi d'Orwell, se trouve vivement discutée. Elle justifie de la part des ennemis l'accusation d'un ralliement au camp réactionnaire. Michéa ne se défend d'ailleurs pas d'être un héritier, parce qu'il est habité du « *sentiment légitime qu'il existe, dans l'héritage plurimillénaire des sociétés humaines, un certain nombre d'acquis essentiels à préserver* ». Pour autant, il est rigoureusement fidèle à son anarchisme, c'est-à-dire au « *sens aigu de l'autonomie individuelle (ou collective), avec une méfiance a priori envers toutes les relations de pouvoir, à commencer, si possible, par celles que l'on serait tenté d'exercer soi-même* ».

Ce qui me touche le plus personnellement dans la pensée de Michéa, c'est son opposition foncière à une conception pessimiste de la condition humaine. On lui a reproché ce qu'il y avait de trop bienveillant dans sa croyance à la *common decency* propre au peuple. Mais son opposition résolue au pessimisme hobbsien est capitale philosophiquement. Reste en suspens l'immense question d'une révolution sociale pour remplacer le système solidement en place... Mais il faut bien commencer par la révolution des idées. ■

Kévin Boucaud-Victoire,  
*Mystère Michéa.*  
*Portrait d'un anarchiste conservateur*  
L'escargot, 160 p.



## Résister à la Chine



**Le prochain congrès de la NAR examinera une motion sur la Chine. Cet article a vocation à lancer le débat et à susciter les contributions de nos adhérents et de nos lecteurs.**

La prise du pouvoir par les communistes puis la « révolution culturelle » maoïste ont donné l'illusion d'une Chine totalement intégrée aux confrontations de la Guerre froide et à la dynamique d'une révolution mondiale conçue selon les préceptes marxistes-léninistes. Cette vision d'une Chine européanisée est demeurée dominante après l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et le lancement, en 1978, des « Quatre modernisations ». Les élites européennes ont cru que le « pragmatisme » des nouveaux dirigeants chinois allait entraîner le pays sur la voie de la démocratisation et que la « libéralisation » du système économique permettrait à la Chine de devenir « l'atelier du monde », pour le plus grand bénéfice de ce qu'il est convenu d'appeler l'Occident.

Fondées sur l'idéologie du Marché, dont le triomphe était jugé inéluctable, ces prévisions ont été régulièrement démenties. La Chine est restée « la religion des Chinois » : un monde en soi, une civilisation marquée par le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme qui, hormis les spécialistes, échappe à notre entendement. La variante maoïste du marxisme a été le moyen d'affirmer l'indépendance de la Chine par rapport au reste du monde, dans une volonté de revanche face aux humiliations imposées par les Occidentaux. La politique menée depuis 1980 vise à la puissance dans tous les domaines – militaire, économique, technologique –, et au

maintien de l'unité de l'Empire du Milieu.

Cette unité est assurée par un système dictatorial, dont l'intention totalitaire s'affirme avec une efficacité croissante, grâce aux nouvelles technologies. Le massacre de la place Tiananmen a montré que la direction chinoise n'hésitait pas à noyer dans le sang les aspirations démocratiques, et c'est toujours la répression qu'elle oppose aux manifestants de Hong Kong. C'est par la violence qu'elle s'impose au Tibet et au Turkestan oriental.

Inspirée par un universalisme fondé sur la primauté de la Chine – et non sur le principe d'égalité des nations – la volonté de puissance chinoise, qui vise l'intégration de Taïwan à la République populaire, s'affirme sur le plan militaire. La Chine veut faire de la mer de

Chine du sud un lac chinois et elle vise l'implantation de bases assurant la protection de ses routes commerciales. Des troupes chinoises sont déjà installées à Djibouti et des bases sont projetées en Afghanistan et au Pakistan.

Lancé en 2013, le projet des « nouvelles routes de la soie » se traduit par des investissements massifs, planifiés selon une stratégie mondiale, qui privilégie les infrastructures ferroviaires et portuaires, l'hydroélectricité, le transport de l'électricité, du gaz et du pétrole. La Chine s'installe en Asie du Sud-Est, en Asie centrale, en Afrique, en Amérique latine, en Europe.

L'Union européenne qui tient le libre-échange et la libre circulation des capitaux pour des principes fondamentaux, laisse le champ libre aux investisseurs chinois, qui sont, quant à eux, soutenus par l'État, par des entreprises publiques ou privées liées au Parti communiste chinois. Après avoir pris le contrôle du Pirée, le groupe maritime Cosco a investi dans les ports de Valence, de Vado Ligure et de Zeebrugge. Les Chinois ont investi dans le nucléaire britannique à Hinkley Point et créé en 2012 le partenariat « 16+1 » avec seize pays membres de l'UE, pour développer leurs importations et leurs investissements en Europe centrale et orientale. En France, les investissements chinois portent sur les terres agricoles, le tourisme, les nou-

velles technologies, l'agroalimentaire et l'énergie. L'offensive économique chinoise est également facilitée par les procédés classiques mais toujours efficaces de l'espionnage industriel et de la corruption. Deux anciens Premiers ministres français sont les représentants officiels des intérêts chinois et de nombreux responsables politiques ainsi que des hauts fonctionnaires figurent dans les réseaux favorables à Pékin.

Soumise à un « pillage » de ses biens industriels et agricoles, victime de spéculateurs et d'escrocs, tels ceux qui ont acheté et revendu Toulouse-Blagnac, la France doit réaffirmer son indépendance économique et financière et dénoncer, partout dans le monde, le mode de croissance chinoise qui ignore résolument les impératifs écologiques, le piège représenté par les crédits chinois, la fragilité de son système financier, l'anti-modèle constitué par un régime politique, rigoureusement hostile aux libertés fondamentales, qui est en train de détruire l'identité culturelle du peuple ouïghour, soumis à une surveillance orwellienne et massivement enfermé dans des camps de concentration.

Lors de notre congrès, nous aurons à indiquer les moyens à mettre en œuvre pour que la France et l'Europe puissent résister à la volonté chinoise de puissance. ■

MARC SÉVRIEN  
BERTRAND RENOUVIN.

### Brèves royales

#### ■ Monténégro, le 7 décembre.

- Le ministre de la Culture, Aleksandar Bogdanović, a annoncé qu'il allait contacter la France, l'Italie et l'Autriche afin de rapatrier des dépouilles des princes de la maison royale enterrés dans ces trois pays. Le métropolite de Cetinje, Amfilohije Radović, s'est ému de ce projet, craignant que les corps ne reposent pas dans la nécropole royale de Cetinje. « En raison des réactions sans précédent de l'Eglise orthodoxe du Monténégro, je pense qu'il vaudrait peut-être mieux attendre que la cérémonie se déroule dans une atmosphère plus paisible », a déclaré le prétendant

au trône, le prince Nicolas Petrović Njegoš.

#### ■ Roumanie, le 8 décembre. - Le

Mouvement pour le royaume et la couronne, dirigé par Marilena Rotaru, dissidence de la principale association monarchiste, a déposé plainte contre l'État roumain et réclamé le retour de la constitution de 1923, jamais abrogée, qui ferait à nouveau de la Roumanie, une royauté.

#### ■ Géorgie, le 12 décembre. - La

princesse Kéthévane Bagration de Moukhrani, descendante des rois de ce pays du Caucase, a été nommée ambassadrice auprès du Saint-Siège. C'est la deuxième fois que la diplomate occupe ce poste. Elle y avait été nommée

précédemment par le président géorgien Mikheil Saakashvili, entre 2004 et 2014.

#### ■ Italie, le 20 décembre. - Le

prince Emmanuel-Philibert de Savoie a dénoncé les propos « révisionnistes » de plusieurs influenceurs et artistes milanais, qui proposent de remplacer les noms des souverains italiens par ceux de personnages plus contemporains. « Supprimer les noms des rois, reines et prince de la maison royale des bâtiments ou des places d'Italie est une idée complètement absurde. (...) Il serait triste que, pour les nouvelles générations, notre histoire soit effacée », a déclaré le petit-fils du roi Humbert II à la presse.

FRÉDÉRIC DE NATAL.



## Les vœux de Mgr le comte de Paris

Chers amis,

En ce début d'année 2020, permettez-moi de vous présenter tous mes vœux pour la Nouvelle Année. L'année passée a été une année de bouleversements. En premier lieu, à l'heure où je vous écris, la France subit une grève générale d'une ampleur et d'une durée rares. Cette année a aussi été marquée par le décès de mon père, qui m'a amené le 21 janvier dernier, à devenir le nouveau comte de Paris, chef de la Maison de France. J'assume cette responsabilité avec volonté et sérieux. Il y a également eu l'incendie de Notre Dame : notre pays, touché au cœur, a vu se développer un élan de soutien tout à fait extraordinaire. Enfin, plus récemment, j'ai été très affecté par la mort des 13 militaires français tués au Mali, dont plusieurs étaient du 4<sup>e</sup> Régiment de chasseurs que je connais bien. Pour faire face à toutes ces vicissitudes, nous aurions bien besoin d'un petit coup de pouce du ciel, mais comme dit le dicton « aide toi et le ciel t'aidera » !

Mais il faut aussi jeter un regard positif sur 2019, qui n'a pas été exempt de belles dynamiques pour la Maison de France. Je noterais, entre autres choses : une présence renforcée dans les médias et aux cérémonies officielles ; les 500 ans de Léonard de Vinci et la visite d'État du Président italien à Amboise

invité par le Président Emmanuel Macron ; les 500 ans de Cotignac ; l'anniversaire des 10 ans de mon fils Gaston, qui grandit avec sagesse et force. En 2020, je souhaiterais renforcer encore plus ma présence médiatique, mais aussi sur le terrain, national comme local, ainsi que je l'avais fait il y a quelques années, et ce pendant près de 12 ans. Comme le disait mon grand-père : « *Plus on voulait me faire apprendre les choses par cœur plus j'avais envie d'aller sur le terrain voir les choses par moi-même.* » À Dreux, cette action se manifestera en poursuivant ce que nous menons déjà, avec notre association « Gens de France ». Quelques 200 personnes ont pu visiter le domaine royal dans le cadre du programme de la ville « la Nation en partage ». Nous souhaiterions désormais renforcer cette action par l'aide au plus démunis, en particulier les familles en difficultés.

D'autre part, deux événements auxquels je voudrais attacher une attention particulière vont fortement marquer l'année qui vient : les 50 ans de la francophonie et les 100 ans de la canonisation de Jeanne d'Arc. Enfin, je souhaiterais, dans la logique de mon rôle de chef de la Maison Royale de France, développer des axes d'intervention plus politiques, via les réseaux sociaux ou par des tribunes régulières dans la presse écrite. Voici chers amis ce que je souhaitais vous dire en ces fêtes de fin d'année. Avec ma famille, permettez-moi de renouveler à chacune et à chacun d'entre vous ainsi qu'aux vôtres un Joyeux Noël et une belle Nouvelle Année 2020.

*Domaine Royal, le 1<sup>er</sup> janvier 2020.*

## La Nouvelle Action royaliste

### Communiqué

**Agression.** Le 9 janvier, République souveraine avait installé un stand sur le parcours de la manifestation. Cette présence pacifique de partisans de la souveraineté nationale a déplu aux « antifas » qui « détestent la police » mais s'arrogent le droit de faire la police dans des manifestations syndicales. **Georges Kuzmanovic et ses camarades ont été frappés et le stand a été détruit. La Nouvelle Action Royaliste dénonce une fois de plus les agissements de ces provocateurs et assure Georges Kuzmanovic et ses camarades de sa vive sympathie.**

### Notre campagne de prospection

Vous pouvez nous aider à **accroître rapidement la diffusion de *Royaliste*** en nous transmettant, via internet ([lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr)) ou par courrier, les coordonnées d'amis susceptibles de s'intéresser à notre journal.

### Dates à retenir

■ **Galette des rois : samedi 18 janvier**, à partir de 18h00, en présence du comité directeur et de la rédaction de *Royaliste*.

■ **Notre congrès annuel** se tiendra à Paris **les 28 et 29 mars prochains**. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer. Merci à nos amis de retenir dès maintenant ces dates. Pour toutes informations pratiques, contacter notre siège.

## Événements

### Hommage à Louis XVI

À Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **mardi 21 janvier à 12h15**, en l'église Saint-Germain l'Auxerrois. À la suite de la cérémonie, un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera amis et sympathisants de la NAR.

### Conférence

Nos amis Madeleine et Philippe Arondel animeront le **samedi 22 février de 15h00 à 19h00** une conférence débat sur le thème « Libéralisme économique : quel regard chrétien ? », au prieuré Saint-Thomas, 29 rue du Prieuré Saint-Thomas, BP 80001 – 28231- Épernon. Inscription auprès des organisateurs (au : 0237836001 ou par mail : [www.prieure-saint-thomas.fr](http://www.prieure-saint-thomas.fr)).

## Mercredis de la NAR

Chaque mercredi, nous accueillons nos locaux amis et sympathisants de la NAR pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence se déroule de 20h00 à 22h00 dans nos locaux, 38, rue Sibuet, 75012 Paris. Métro Picpus. (entrée libre, participation aux frais de 2 €). Un repas amical est servi à l'issue des débats (participation aux frais : 7 €).

**Le mouvement de grève dans les transports parisiens nous obligent à suspendre nos réunions. Nos auditeurs seront prévenus par courriel de leur reprise.**

## Vidéos de la NAR

Toutes les conférences de la saison 2017-2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes ». Voici la liste de nos dernières publications :

**Mercredi 16 octobre : Philippe Arondel** : l'avenir du syndicalisme chrétien.

**Mercredi 27 novembre : Colonel René Cagnat.** Sur le thème : La région centre-asiatique et l'Europe en tant que proie des superpuissances et de l'islam.

**Mercredi 4 décembre : Françoise Germain-Robin.** Pour la présentation de son livre, avec feu Luc Beyer de Ryke : *Congo, mémoires à vif*.

## Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : E. Micheletti

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

[lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr)

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

## Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à *Royaliste*

**VERSION PAPIER** o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

**VERSION PDF** o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom : .....

Adresse : .....

Code postal/Ville/Pays : .....

Téléphone portable : ..... Email : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à  
**NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS**



par Bertrand Renouvin

## L'oligarchie à nu

**S**i nous étions encore dans la V<sup>e</sup> République démocratique et parlementaire, arbitrée par un président de la République assurant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, le gouvernement aurait été, dès le 16 décembre dernier, contraint à la démission.

Pourquoi le 16 décembre ? Parce que c'est le jour où Jean-Paul Delevoye quitte le gouvernement. Le Premier ministre ne pouvait ignorer que le haut-commissaire à la réforme des retraites violait l'article 23 de la Constitution qui interdit le cumul entre une fonction ministérielle et « toute activité professionnelle ». Il aurait dû lui aussi présenter sa démission et celle de son gouvernement - ou bien le chef de l'État aurait dû la lui demander.

Tel n'a pas été le cas. Point troublé par ses fautes, Édouard Philippe s'est empressé de remplacer Jean-Paul Delevoye par Laurent Pietraszewski, ancien cadre de choc du groupe Auchan. Peu après, on apprenait que Muriel Pénicaud, ministre du Travail et ancienne DRH du groupe Danone, était membre du conseil d'administration du forum de Davos, ce haut-lieu de l'entre-soi capitaliste.

L'osmose entre la puissance publique et le secteur privé a été à nouveau soulignée, en ce début d'année, par la Légion d'honneur décernée à Jean-François Cirelli, chargé des activités en France de Black Rock, le gestionnaire d'actifs qui avait été reçu à l'Élysée en 2017<sup>(1)</sup>. En pleine révolte contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron ne pouvait signifier plus clairement aux Français le lien étroitement tissé entre la haute finance et le projet de loi sur les retraites. Il en résulte un surcroît de colère dans les rues du pays.

« Macron démission ? » Les deux mots entendus dans les cortèges résument un procès en illégitimité. Nous sommes un peuple millénaire qui a toujours attendu du chef de l'État, roi ou président, qu'il soit le serviteur de la justice. Saint Louis sous son chêne est toujours dans notre mémoire et, au siècle dernier, les Français ont souvent fait appel à l'arbitrage du Président pour résoudre leurs conflits. Cet idéal de justice fut plus ou moins bien servi par les rois et les présidents de la République, mais l'intention, plus ou moins ferme, demeurerait.

Il faut désormais employer le passé. Le principe de justice a été récusé par les petits maîtres-penseurs qui, avec Alain Minc, ont affirmé qu'il fallait désormais raisonner en termes d'équité. Puis nous sommes entrés dans la logique du quinquennat, qui est celle d'une hyperprésidence niant le jeu des pouvoirs. Et nous avons subi le « passage à l'euro », cette « monnaie

unique » qui est un système de contrainte assurant, de l'extérieur, la régression sociale.

Beaucoup estiment que cette évolution est la conséquence d'un vice inhérent à la Constitution de 1958. Nous considérons pour notre part que nous avons vécu, par rapport aux révolutions de 1789, 1830, 1945 et 1958, une contre-révolution qui n'est pas, pour parodier Joseph de Maistre, une révolution en sens contraire - le retour à l'Ancien Régime - mais le contraire de nos révolutions pour la justice et la liberté. Amorcée par Jacques Chirac après 2002, cette contre-révolution s'est affirmée avec Nicolas Sarkozy puis François Hollande, avant qu'Emmanuel Macron ne lui donne un tour extrémiste. Dans le respect des formes électorales, nous sommes passés de la République à l'oligarchie - du gouvernement selon l'intérêt général dans le respect des principes de justice et de liberté à la « gouvernance » d'une caste qui fait prévaloir des intérêts particuliers, en l'occurrence ceux de la haute bourgeoisie financière.

La destruction de la République, par la droite puis par la gauche, se réunissant dans une même communauté de vues et d'intérêts, a été concrétisée par le viol de la Constitution.

Le premier acte de cette forfaiture fut la négation du référendum de 2005 et l'adoption du traité de Lisbonne. Nous avons souvent dénoncé le viol de l'article 35 de la Constitution, puisque ce n'est plus le Parlement qui autorise les actes de guerre, puisque le Parlement n'a même plus à se prononcer sur nos opérations militaires à l'extérieur, alors que leur prolongation au-delà de quatre mois est soumise à l'autorisation de l'Assemblée nationale. Nous constatons aujourd'hui que le Ceta est appliqué à titre provisoire, alors que le projet de ratification n'a toujours pas été présenté au Sénat.

Ce viol de la Constitution, qui porte sur bien d'autres articles, s'accompagne du franc mépris des règles administratives qui est l'une des caractéristiques de la macronie. Les membres du clan qui est en train de s'installer dans l'administration n'obéissent qu'à leur propre hiérarchie, dans le mépris du droit et des usages. C'est ce clan qui veut vendre ADP, privatiser la SNCF et EDF, qui vient de décider la privatisation partielle de Polytechnique au profit du groupe Total et qui tente d'ouvrir le marché des pensions aux groupes financiers.

À la trahison de la classe dominante, opposons une résolution sans faille. ■

(1). Sur tous les cas évoqués, voir les enquêtes publiées par *Marianne*.

### Sommaire

**Page 2** - Défense : trop peu ou trop tard ? – La prudence du général Lecointre.

**Page 3** – Fin de partie pour EDF ? – La presse au crible.

**Page 4** – Les Russes à l'épreuve du néo-libéralisme.

– Voix étrangères. – Les faits marquants.

**Page 5** – Le Grand Liban.

**Page 6 et 7** – Pour la Grande Europe.

**Page 8** – Rory Stewart. – Revue des revues.

**Page 9** – Mystère Michéa.

**Page 10** – Résister à la Chine - Brèves royales.

**Page 11** – Actualités de la NAR

**Page 12** – Éditorial : l'oligarchie à nu.